



**Commentaires du Groupe Canal + relatifs au projet de décision relatif à l'analyse
faite par l'ARCEP du marché
de gros des services de diffusion audiovisuelle**

Le Groupe Canal + (ci-après « Canal + ») se félicite du projet de décision notifié à la Commission européenne et soumis à consultation publique. En effet, Canal + partage d'une manière générale l'analyse faite par l'Autorité du marché de gros des services audiovisuels et approuve, dans son principe et ses modalités, le dispositif de régulation proposé.

Les commentaires de Canal + se concentreront donc uniquement sur trois points ayant fait l'objet d'évolution par rapport aux propositions initiales de l'Autorité :

Sur le délai de mise à jour de l'offre de référence relative à la diffusion de la TNT à compter de la publication des gabarits ou des dossiers de numérisation par le CSA

Canal + partage l'avis de l'Autorité qu'il est souhaitable, sur une zone donnée, que TDF publie dans son offre de référence les conditions techniques et financières d'accès à son site correspondant pour cette zone dans un délai court à compter de la publication des gabarits ou des dossiers de numérisation par le CSA. En effet, les concurrents de TDF sont dépendants de son offre de référence pour formuler à leur tour des offres aux multiplexes. Mais, non seulement le délai de publication de l'offre de référence doit être court, il doit également être borné dans le temps. En effet, compte tenu du calendrier de déploiement de la TNT et de la pratique instaurée par le CSA, les multiplexes disposent d'un délai de 4 à 6 mois à compter de la publication par le CSA des gabarits ou dossiers de numérisation pour finaliser leur appel d'offre. Si TDF prenait un délai trop long pour publier son offre de référence, elle handicaperait mécaniquement ses concurrents pour la formulation de leurs propres offres aux multiplexes.

Canal + ne comprend donc pas pourquoi l'Autorité a remplacé la notion de « délai maximal » initialement prévue par celle de « délai raisonnable ». Cette dernière nous semble trop vague pour garantir une concurrence loyale entre TDF et ses concurrents et pour ne pas, par ailleurs, donner lieu à de multiples contestations. Canal + propose donc à l'Autorité de réintroduire dans sa décision un délai maximal de mise à jour de l'offre de référence (le délai de 6 semaines pourrait éventuellement être allongée si il s'avérait manifestement trop court pour permettre à TDF de mettre à jour son offre de référence).

Sur la liste des sites non-répliquables de TDF

Canal + prend acte du retrait par l'Autorité d'une vingtaine de sites de la liste initiale des sites non-réplicables même si, selon nous, des incertitudes demeurent sur le caractère réellement réplicables de certains de ces sites. Ainsi, il est très important de maintenir le principe du caractère évolutif de cette liste en fonction de la réalité de la réplicabilité ou non- réplicabilité des sites constatée par l'Autorité.

Sur la méthode pertinente de comptabilisation des coûts à retenir dans le cadre des offres d'accès de TDF sur ses sites non-réplicables

Le choix d'une méthode de comptabilisation des coûts dans le cadre des offres d'accès de TDF sur ses sites non-réplicables revêt un caractère fondamental dans la définition du nouveau dispositif réglementaire. A ce titre, Canal + partage l'avis de l'Autorité sur le fait que la méthode des coûts de remplacement en filière n'a pas vocation à s'appliquer dans un contexte d'infrastructures non-réplicables.

Par contre, Canal + s'étonne de la préconisation par l'Autorité, sans aucune réserve, de la méthode des annuités économiques ou « coûts courants économiques ». En effet, cette méthode utilisée pour la valorisation de la boucle locale de France Télécom est sujette à de nombreuses critiques. S'appuyant sur des présupposés contestables en l'espèce, cette méthode aurait conduit à augmenter artificiellement le coût de la boucle locale et, ainsi, à faire bénéficier France Télécom de revenus indus au regard de ses investissements réels.

Or, les présupposés sur lesquels reposent la méthode des coûts courants économiques, à savoir une stabilité technologique, économique, des volumes et une prévisibilité des investissements futurs, sont également discutables dans le cas des infrastructures de TDF.

De surcroît, la méthode des « coûts courants économiques » est très complexe à mettre en œuvre contrairement à la méthode des coûts historiques qui s'appuie, elle, directement sur une comptabilité auditée, sur des coûts réellement encourus et est donc beaucoup moins contestable. De plus, des « correctifs » à cette méthode des « coûts courants économiques » sont tout à fait envisageables pour prendre en compte les critiques formulées par l'Autorité relatives à l'évolution des prix ou à la variation du taux d'investissement.

Canal + préconise donc de ne pas écarter d'emblée la méthode des coûts historiques comme méthode pertinente pour la comptabilisation des coûts sur les sites non-réplicables de TDF. Si la méthode des coûts courants économiques devait être in fine retenue, il conviendrait, a minima, que l'Autorité s'assure à intervalle régulier qu'elle ne conduit pas à des résultats décorrélés de toute réalité économique. Un mécanisme de contrôle a posteriori de la réalité des coûts supportés par TDF pourrait être mis en œuvre. A cet égard, l'Autorité pourrait éventuellement s'inspirer du mécanisme de compte de régulation des charges et produits mis en œuvre pour les tarifs de l'électricité.